



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf.:DCPI-BICPE - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société
SUEZ RV OSIS NORD de respecter les prescriptions
applicables à son établissement situé à PROUVY.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 1981 complété le 7 février 2001 autorisant la société SOVALEG à exploiter un centre de transit, de regroupement et de prétraitement de déchets dangereux et non dangereux à PROUVY (59121), Rue de Liège ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société SUEZ RV OSIS dont le siège social est situé à GONFREVILLE L'ORCHER (76700), avenue Marcel Le Mignot ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 22 décembre 2015 complété le 08 août 2016 ;

Vu le rapport du 23 juillet 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 1^{er} août 2018, conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier du 16 août 2018 à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 17 juillet 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Les fosses et cuves de déchets ne sont pas clairement identifiées.
- Les cuves de déchets liquides ne sont pas équipées de dispositifs de mesure de niveau ni de limiteur de remplissage.
- Le système de détection incendie des fosses n'a pas été vérifié depuis 2014.
- L'organisation du stockage des GRV et fûts sur les aires à fûts ne respecte toujours pas les dispositions prévues. Les déchets dangereux, les déchets non dangereux et les emballages vides ne sont pas séparés sur des aires distinctes et il n'y a pas d'affichage du type de déchets sur chacune des zones.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.1.7 et 8.1.8 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017 susvisé ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des conséquences pour la sécurité des personnes et l'environnement, notamment les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV OSIS de respecter ces dispositions afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet :

La société SUEZ RV OSIS NORD dont le siège social est situé Avenue Marcel le Mignot à GONFREVILLE L'ORCHER (76700), qui exploite une plateforme de tri, transit, regroupement de déchets dangereux à PROUVY (59121) au 130 rue de Liège, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 -

Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SUEZ RV OSIS met en place, sur le site de PROUVY, une identification claire de chacun des réservoirs telle que prévue par l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017.

Les éléments justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.

Article 3 -

Sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SUEZ RV OSIS réalise, sur le site de PROUVY, le contrôle périodique du système de détection incendie des fosses de déchets tel que prévu par l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017.

Les éléments justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.

Article 4 -

Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SUEZ RV OSIS réalise, sur le site de PROUVY, l'organisation du stockage des aires à fûts selon les dispositions prévues par l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017, en particulier les déchets non dangereux et les déchets dangereux sont stockés dans des aires distinctes et les fûts sont stockés par groupe de quatre palettes ou par rangées d'une largeur de deux palettes.

Les éléments justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.

Article 5 -

Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SUEZ RV OSIS met en place, sur le site de PROUVY, un dispositif de mesure de niveau et limiteur de remplissage sur les cuves de déchets liquides tels que prévus par l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017.

L'exploitant transmet, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le bon de commande relatif à la mise en place de ces dispositifs.

Les éléments justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.

Article 6 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 5 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 - Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Article 8 – Décision et notification

Le secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de PROUVY,

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de PROUVY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 02 OCT. 2018

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,


Thierry MAILLES

